

La Russie s'appuie sur la Belgique pour renouer avec l'Europe

LE RÉSUMÉ

Le Premier ministre Charles Michel a rencontré hier son homologue russe Dmitri Medvedev pour relancer le dialogue et la coopération économique.

Les deux pays ont signé un protocole pour éviter la double imposition.

VINCENT GEORIS
À MOSCOU

Plongée sous la neige par moins dix degrés, Moscou ne dort pas. La capitale russe étale sa richesse et ses lumières au cœur de l'hiver. Les vitrines exhibent un déluge de luxe où se côtoient les grandes marques italiennes, anglaises et américaines.

Les sanctions économiques prises par l'Europe dans la foulée de l'invasion de la Crimée n'ont pas entamé le dynamisme local. Selon un rapport publié hier par Moody's, la résilience de l'économie russe la met à l'abri des conséquences de toute nouvelle sanction. L'agence de notation envisage de remonter sa note d'ici la fin de l'année. «Je suis en faveur

des sanctions, mais il faut reconnaître qu'elles n'ont pas changé grand-chose à la situation ukrainienne», dit Charles Michel, le moment est venu de relancer le dialogue.»

Le Premier ministre est en visite officielle de trois jours à Moscou. Il a débuté son périple par une visite à la Place Rouge et au mausolée de Lénine, où il a déboulé lundi soir, casquette vissée sur la tête, rappelant la silhouette du leader de l'Octobre rouge dans un petit moment de sur-réalisme à la belge. Mardi, après avoir visité le Kremlin, il a déposé une gerbe au Monument aux Morts de la Seconde Guerre mondiale. La victoire de la Russie contre les nazis est un des axes de la propagande de Vladimir Poutine.

Charles Michel s'est ensuite rendu à l'opulente résidence du Premier ministre Dmitri Medvedev, à Gorki. «On ne s'est plus vus depuis longtemps», a lâché Dmitri Medvedev à l'arrivée de Charles Michel. *Beaucoup de temps s'est écoulé, il y a eu beaucoup d'événements positifs et négatifs.* Les deux dirigeants sont sortis après deux heures d'entretien.

Un protocole à la convention visant à éviter la double imposition a été signé entre les deux pays, signe concret d'un rétablissement du dialogue. «Les Russes ont souhaité profiter de l'occasion pour avancer sur ce dossier. Ce protocole va rendre la convention plus efficace», relate une source.

Investissements, horticulture, sanctions économiques. Les discussions ont surtout tourné autour de la relance de la coopération économique. «J'ai pu apprécier la capacité de parler et d'écouter avec franchise. Cela m'a rappelé à quel point nous avons l'habitude, en Europe, de parler de la Russie, mais pas avec la Russie», a dit Charles Michel. *Bien sûr, il y a eu des divergences de vues sur l'Ukraine et la région du Donbass.*

Dmitri Medvedev a souligné la reprise des affaires entre les entreprises des deux pays. «J'espère que nous allons continuer cette belle dynamique de croissance», s'est-il réjoui, citant les investissements en cours du tréfileur courtraisien Bekaert et le leader de la protonthérapie IBA. «Le

secteur pharmaceutique russe est en croissance de 25% par an, ce qui est alléchant pour les entreprises belges.»

L'acier, le diamant et l'énergie ont été au cœur des discussions. «Nous avons abordé la question énergétique à travers le projet de gazoduc Nord Stream II et les projets de GNL en Belgique», a précisé Charles Michel.

Des poires et du chocolat

La question des sanctions a été abordée sans tabou. «On peut prendre des sanctions contre nous, mais cela n'a jamais rien changé à politique de la Russie», a résumé Dmitri Medvedev.

L'embargo sur les poires belges

ne sera pas levé tant que les sanctions de l'UE seront maintenues. «Il ne fait pas froid partout en Russie. Nous cultivons d'excellentes poires en Crimée», a ironisé le Premier ministre russe. *Nous ne fermons pas la porte aux délicieuses poires cultivées en Europe, mais s'il y a des sanctions, nous donnons une réponse symétrique.*

La Russie compte utiliser à plein cette visite officielle pour redorer son blason. «La Belgique peut jouer un rôle plus actif pour restaurer des relations normales entre la Russie et l'Union européenne», a conclu Dmitri Medvedev. *La Belgique est pour la Russie bien plus importante que le chocolat, depuis les voyages de Pierre le Grand chez vous jusqu'à la visite de votre Premier ministre.*

Charles Michel a confié à L'Echo la veille qu'il était tout à fait conscient du risque de voir la Russie instrumentaliser cette visite, mais qu'il ne tomberait pas dans le piège et ferait rapport au Conseil de l'UE.

Charles Michel a soulevé la question des droits humains avec le Premier ministre Medvedev et le président Poutine. «Comme avec chacun de nos partenaires pour qui la question des droits humains se pose», a-t-il dit.

La Belgique est le troisième pays à renouer avec Moscou, après le Luxembourg et l'Italie. Et malgré les vives tensions entre la Russie et l'Occident.

Le Trésor US place les pontes du Kremlin sur sa liste noire

Le Trésor américain a publié lundi soir une liste de 114 officiels et 96 oligarques russes susceptibles d'être ciblés par des sanctions américaines. Cette liste reprend le nom de tous les pontes du Kremlin, dont le Premier ministre Dmitri Medvedev et le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, et celui des principaux hommes d'affaires russes, qu'ils soient réputés proches du président Poutine ou pas. Roman Abramovitch, le propriétaire du club de Chelsea, s'y retrouve épinglé. Aucune sanction n'est envisagée pendant prévue. Pour l'instant.

Le Trésor américain avait jusqu'à lundi soir pour publier cette liste en vertu d'une loi adoptée cet été par le Congrès et ciblant les «adversaires» des Etats-Unis, en

ce compris l'Iran et la Corée du Nord. Dans les faits, c'est avant tout la Russie qu'elle vise, au grand dam du président Trump. Initialement destinée à sanctionner Moscou dans le dossier ukrainien, elle a ensuite été poussée par le Congrès suite aux ingérences de Moscou dans la présidentielle américaine de 2016. Cette même loi prévoit aussi la possibilité de sanctionner des entreprises et gouvernements étrangers faisant affaires avec la Russie dans le secteur de l'armement. Le département d'Etat avait jusqu'à lundi pour annoncer d'éventuelles sanctions. Mais il a décidé de ne pas en prendre, estimant que la menace de sanctions avait été suffisamment dissuasive.

Washington semblait donc

souffler le chaud et le froid lundi soir, au moment même où le directeur de la CIA, Mike Pompeo, déclarait sur la BBC qu'il s'attendait à ce que les Russes continuent à essayer d'interférer dans les élections américaines à l'occasion du scrutin de mi-mandat, en novembre prochain. Autant dire que Moscou et Washington ne sont pas près de recoller les morceaux dans ce dossier explosif.

L'enquête de Mueller

Explosif, il le reste également en interne, aux Etats-Unis. Alors que le procureur spécial Robert Mueller est en train d'accélérer son enquête sur les soupçons de tentatives d'obstruction à la Justice pesant sur le président Trump (il doit

l'interroger d'ici peu), les républicains de la Commission du renseignement de la Chambre des représentants viennent d'autoriser la publication d'un mémo incriminant le FBI. D'après le document, l'enquête menée par l'agence serait biaisée car elle se baserait notamment sur des informations fournies par Christopher Steele, un ancien espion britannique ayant travaillé pour le compte des démocrates pendant la campagne. Les démocrates et le département de la Justice tentent d'empêcher la publication du mémo. Sans surprise, le président Trump, lui, veut le voir publié dans l'espoir que cela accredit sa thèse selon laquelle le FBI n'est pas objectif dans son enquête.

C. M.